

21 mars 1995, Québec

Allocution à l'occasion du 25^e anniversaire de l'Agence de coopération culturelle et technique

Monsieur le Secrétaire général,

Madame et Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Secrétaire général Honoraire, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour célébrer une importante étape: celle des 25 ans de l'Agence de coopération culturelle et technique, cet outil essentiel que nous avons forgé ensemble pour affirmer la place de la francophonie dans le monde.

Défendre, promouvoir l'usage de la langue française dans le monde, l'adapter aux réalités changeantes des époques, est une tâche plus actuelle aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a un quart de siècle. L'instantanéité de la communication, la globalisation de la culture présentent à la francophonie une opportunité, et un danger. L'opportunité des échanges nombreux qui nourrissent et enrichissent les cultures. Le danger de l'uniformisation, du plus petit dénominateur commun.

La culture francophone, nous avons le devoir de la faire grandir pour le bien de nos populations, bien sûr. Mais nous en avons aussi la garde, pour l'humanité entière. Le patrimoine culturel est un bien collectif, et nous devons léguer aux prochaines générations la diversité culturelle dont nous avons nous même héritée.

La situation géographique unique du Québec nous rend particulièrement sensible à ce défi. Nos voisins constituent la puissance culturelle la plus formidable du monde contemporain. Nous entretenons avec eux une conversation culturelle incessante dont nous tirons profit et nous contribuons, sur plusieurs plans, à leur propre vie culturelle. Mais du même coup, nous savons que le poids du nombre et le pouvoir d'attraction de la culture américaine justifient la prudence et la vigilance. Et dans ce jeu d'équilibre culturel, la francophonie, que vous représentez ici ce soir, est notre indispensable contrepoids.

Vous comprendrez donc aisément que je ressens un plaisir très particulier de vous recevoir dans l'enceinte de l'Assemblée nationale et dans la maison qui a abrité le deuxième Sommet de la Francophonie. Nous sommes ici ce soir pour marquer les 25 ans de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique et célébrer la journée internationale de la Francophonie. La présence avec nous des représentants officiels des États et gouvernements membres de la grande famille francophone est un événement en soi. Mais cette présence nous permet aussi de nous rappeler qui nous sommes et les raisons de notre nécessaire solidarité. La Francophonie multilatérale est pour le Québec un lieu d'expression privilégié sur la scène internationale. Au début des années 1960, lorsque j'étais conseiller du premier ministre Jean Lesage, j'ai pu observer l'œuvre des défricheurs. Le Québec s'est d'abord trouvé une place dans quelques organismes existants, comme la CONFEMEN ou la CONFES. Et quand ces regroupements n'existaient pas, des Québécois comme Jean-Marc Léger les créaient avec d'autres, des Européens, des Africains, des Maghrébins. M. Léger s'est fait la main avec les

journalistes de langue française ou avec les universitaires qu'il a regroupés au sein de l'AUPELF. En 1970, il a réussi, avec l'engagement des présidents Senghor du Sénégal, Diori du Niger et Bourguiba de Tunisie, à faire naître la première et la seule organisation intergouvernementale de la Francophonie, l'Agence de Coopération culturelle et Technique.

Membre depuis l'origine de cette famille francophone, le Québec est conscient que, pour l'instant, il s'agit pour lui de la seule table où il est présent d'égal à égal avec plus de 45 pays et gouvernements. Lorsque les pays et gouvernements se réunissent, à l'appel de l'ONU ou de l'UNESCO, à Rio pour l'Environnement, à Vienne pour les Droits de la personne, au Caire pour la Population et le développement, à Copenhague pour le Développement social ou à Pékin pour la Conférence mondiale sur les femmes, le Québec n'est pas toujours certain de pouvoir y dépêcher un observateur, même lorsque des questions culturelles majeures y sont débattues. Ce fut le cas récemment lors de la rencontre du G-7 sur l'autoroute de l'information. La plupart des compagnies canadiennes présentes étaient québécoises, le contenu culturel était au centre des débats, mais le gouvernement canadien a refusé de nous permettre d'y envoyer un observateur.

Cependant, lorsque la Francophonie se réunit sous l'égide de l'ACCT à Tunis pour l'Environnement, au Caire pour les Communications hier et la Justice demain, à Liège pour la Culture, le Québec y participe de plein droit. Il le fait aussi chaque année à la Conférence Ministérielle comme à la dernière de Ouagadougou en décembre et à celle de Paris à la fin du mois. Comprenez-vous, M. Léger, que de temps à autre on ait le goût de vous dire merci? Le chemin parcouru depuis 25 ans est impressionnant. À la suite des Dan Dicko, Owono N'Guema et Okumba D'Okwatsegue, l'actuel Secrétaire général, Jean-Louis Roy, est le responsable de la mise en œuvre des décisions politiques que nous prenons au sein des Instances de la Francophonie. Cette tâche, nous en connaissons la complexité. M. Roy, je suppose qu'à Bamako en 1993, lorsque tous les pays vous ont renouvelé leur confiance, vous avez compris que personne ne vous a promis un jardin de roses. Mais vous savez aussi le soutien que vous apportent la communauté francophone et son membre québécois.

Madame et Messieurs les Ambassadeurs, il y a quelques décennies, le Québec s'ouvrait au monde et il lui semblait normal de s'ouvrir d'abord au monde francophone. Vous connaissez tous le projet de mon gouvernement: proposer aux Québécois qu'ils se donnent cette année un pays. C'est un débat que les Québécois sont en train d'avoir entre eux. Et sur ce point nous voulons être très clairs. Nous voulons la souveraineté pour les Québécois, nous ne la voulons contre personne. Vos pays ont d'excellentes relations avec le gouvernement canadien. C'est très bien. Rien de ce que nous faisons ne doit entacher ces rapports. D'ailleurs, le Québec souverain a bien l'intention, lui aussi, d'avoir d'excellentes relations avec le gouvernement canadien.

J'ai eu l'occasion de le dire à vos collègues en poste à Paris à l'occasion de ma rencontre avec les membres du Conseil Permanent de la Francophonie et il me semble important de vous le dire également. Vous qui vivez si près du Québec. La souveraineté, telle que nous la concevons, est le contraire du repli sur soi. La démarche que nous entreprenons est le prolongement de notre volonté d'ouverture, l'expression de notre détermination à participer au concert des nations.

Sans animosité, sans exclusion de personne, par la voie la plus démocratique qui existe, les Québécoises et les Québécois sont arrivés à un moment crucial de leur histoire où ils auront à se prononcer sur leur destin comme plusieurs d'entre vous ont eu à le faire depuis quarante ans. Vous êtes bien placés pour en juger: dans cette quête d'indépendance, nous n'arrivons pas prématurément. Voilà le défi que les Québécoises et les Québécois ont à relever. Je sais que vous n'y êtes pas indifférents.

Excellences, vous me permettrez de vous soumettre, en cette journée d'anniversaire de notre organisation, la perception québécoise des grands travaux auxquels notre communauté francophone ne peut se soustraire.

En tout premier lieu, il nous faut affirmer la langue qui constitue le fondement de notre appartenance à la Francophonie. Affirmer la langue française aujourd'hui, cela signifie lui donner les moyens de décrire la réalité alors même que cette réalité change. Lui permettre d'anticiper, même, sur les prochains virages technologiques et scientifiques. L'ordinateur a des yeux, il a des bras, il commence même à parler. Il nous incombe de faire en sorte qu'il parle français, aussi bien que l'anglais et le japonais.

Notre deuxième défi est celui du développement, entendu comme un concept global qui inclut l'instauration de l'état de droit et de la démocratie, la priorité donnée à l'humain et l'amélioration des conditions économiques. La tâche est lourde car le développement ne peut se faire dans un seul domaine à la fois. C'est pourquoi nos efforts pour assurer l'évolution politique de nos États sont si importants. C'est pourquoi il importe de développer des partenariats économiques entre nous pour assurer le mieux-être de nos populations. C'est pourquoi, enfin, l'éducation pour tous doit constituer notre priorité absolue. Qu'il s'agisse de l'alphabétisation, de l'enseignement technique et professionnel, de la formation supérieure des chercheurs, l'éducation est, pour la Francophonie, le nerf de la guerre. Le troisième défi est, en un sens, plus aisé, mais il faut y faire preuve de détermination et de flexibilité: je veux parler de notre présence en communications.

Dans TV5, d'abord. C'est une des plus belles réalisations de la Francophonie. Son signal s'étend maintenant à tout l'espace francophone d'Europe, d'Afrique, du Sud-Est asiatique, du Canada et du Québec. Je souhaite que TV5 soit un témoin de plus en plus présent chez les non francophones. Et la nouvelle frontière de TV5 doit être la frontière américaine. C'est un sujet qui me tient à cœur et que j'ai maintes fois abordé lors de mon voyage à Paris: TV5 doit prendre sa place, d'ici quelques années, sur le marché américain de la culture. Je n'aurai de cesse de faire avancer ce projet. Et je sais que TV5 pourra faire preuve de la souplesse nécessaire pour aborder différemment, en Europe et en Amérique du Nord, des problèmes dissemblables.

Les dirigeants de TV5-Québec, dont je salue la présence ici ce soir, ont d'ailleurs une précieuse connaissance de la réalité télévisuelle des États-Unis. Je compte sur eux pour trouver les voies, difficiles certes, mais spécifiques aux États-Unis. Il faut du français dans l'air, là aussi. Car 8 000 000 d'Américains parlent le français et 12 000 professeurs l'enseignent tous les jours. Il est grand temps que nous leur donnions un coup de main. À TV5, comme d'ailleurs n'importe où, il n'est pas nécessaire que tout le monde fasse la même chose partout en même temps.

En communications, il y a aussi les autoroutes informatiques, où il nous faut, ensemble, assurer la présence des contenus francophones, tout en multipliant les expérimentations communes pour la livraison de ces nouveaux services et pour la production d'équipements qui, demain, seront dans tous les foyers.

D'autres défis existent sans doute, mais dans cette période de rareté des ressources, il nous faut concentrer nos efforts dans des secteurs prioritaires et mobilisateurs. Excellences, j'ai rappelé plus haut que nous célébrons à la fois la Journée internationale de la Francophonie et le 25^e anniversaire de la création de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique.

Pour nous, Québécois et Québécoises, c'est l'occasion de redire notre attachement à notre organisation intergouvernementale qui a été fondée en terre africaine et qui demeure le meilleur point de rassemblement de nos États et gouvernements.

C'est l'occasion de louer tous ceux qui font de la Francophonie une communauté vivante. Sur le plan international, je pense particulièrement à l'AUPELF-UREF qui, aux côtés de TV5, est un opérateur spécialisé des Sommets pour l'enseignement supérieur et la recherche, dont la fondation est québécoise et dont le siège est à Montréal. Sur le plan national, je ne peux qu'évoquer nos institutions et les multiples associations qui rassemblent tant de gens vouées à la cause francophone dans un secteur ou dans l'autre.

Je veux penser enfin à tous nos peuples qui ont le français en partage et qui se retrouveront dans quelques mois à Cotonou pour le sixième Sommet. Je n'ignore pas non plus que certains de nos peuples vivent des drames insupportables et je souhaite ardemment que nous continuions d'unir nos énergies pour éviter la répétition de telles situations.

Excellences, Monsieur le Secrétaire général et chers amis, je suis heureux de vous recevoir dans l'enceinte de notre parlement, qui est un des lieux de la démocratie les plus chargés d'histoire en Amérique, et au monde. Bientôt, je le crois, les Québécois feront encore l'histoire, et ils donneront à la francophonie un nouvel atout: un pays francophone en Amérique.

Merci.